



**Vendredi 19
août 2022**

Pour nous suivre :

Facebook :

[Lutte ouvrière
Chaumont](#)

Site internet LO :



Contact

courrier postal :

Sylvain Demay,
conseiller municipal
Lutte ouvrière

20 rue Jules Tréfousse
52 000 CHAUMONT

tél : 06 64 65 27 44

mail :

sylvaindemay@yahoo.fr
chaumont@lutte-ouvriere.org

Facebook :

[Sylvain.Demay.LO](#)

Twitter :

[@DemaySylvain](#)

n° 52 - imp.spé.LO

Canicule, sécheresse, incendies : les fléaux de la nature, les ravages du capitalisme



Des canicules à répétition ; de gigantesques incendies ; des champs et des prairies brûlés par la sécheresse ; des communes et des cours d'eau à sec, et même un fleuve, la Loire, traversable à pied : les catastrophes s'enchaînent. Si ces événements naturels n'ont rien d'inédit en eux-mêmes, ils sont favorisés, multipliés et aggravés par la loi du marché capitaliste.

Les gouvernements sont incapables de contenir le réchauffement climatique. Les ministres nous rabâchent qu'il faut faire des « *petits gestes au quotidien* », prendre le vélo plutôt que la voiture pour acheter son pain, couper le wifi la nuit, etc.

Mais ces gestes sont dérisoires, alors qu'on laisse les Total et autres ArcelorMittal émettre quantité de gaz à effet de serre pour enrichir leurs actionnaires.

63 milliardaires français émettent autant de CO2 que les 50 % de Français les plus pauvres.

En un mois, le jet privé du PDG de LVMH Bernard Arnault, parfois utilisé pour aller de Londres ouest à Londres est, émet autant de CO2 qu'un Français en 15 ou 20 ans ; et son super-yacht en émet, paraît-il, encore plus ! La sacro-sainte liberté d'entreprendre et de polluer ne tient pas face à l'urgence climatique.

Si les incendies sont imputables à la sécheresse et aux fortes chaleurs, le manque de prévention et de moyens les aggrave. La forêt des Landes est possédée à 90 % par des

propriétaires privés, importants pour certains, qui s'opposent souvent au tracé de pare-feux, pourtant recommandés mais qui empièteraient sur leurs parcelles. Le débroussaillage est souvent mal fait, et les pompiers se plaignent des difficultés d'accès. Quant aux forêts publiques, le gouvernement programme encore 500 suppressions de postes à l'Office national qui les gère.

Les pompiers professionnels, aujourd'hui justement salués, luttent depuis des années contre la réduction de leurs moyens.

Quand ils ont fait grève en 2019, le gouvernement leur a envoyé les CRS plutôt que des compliments, et il n'a pas satisfait leurs revendications d'effectifs et de salaires.

Et les indemnités accordées aux pompiers volontaires ne sont que de 8 euros de l'heure pour un sapeur.

La France dispose de plus d'un millier d'avions militaires, mais seulement de 21 avions pour lutter contre les incendies, pas tous en état de marche, et pas plus de huit heures par jour, faute de pilotes.

Elle a besoin de six avions de Grèce, d'Italie et de Suède, et de pompiers allemands, roumains et polonais... Comme les travailleurs des hôpitaux et de l'éducation, les pompiers subissent la dégradation des services utiles à la population.

Quant aux sécheresses, elles ont certes toujours existé, mais un pays riche dispose des moyens techniques et scientifiques d'en limiter les conséquences.

(Suite au dos)

Pourtant, des animaux paissent dans des prés brûlés, des cultures dépérissent, et les habitants d'une centaine de communes n'ont plus d'eau. Le lavage des véhicules, l'arrosage des espaces verts et des terrains de sport sont interdits.

Mais une dérogation est accordée aux greens de golf – un golf moyen consommant autant d'eau qu'une ville de 7000 habitants.

Mais le principal gaspillage, représentant 20 % de toute l'eau distribuée, est dû aux multiples fuites des réseaux d'eau.

Ceux-ci sont aux mains de Veolia,

Suez et la SAUR, des multinationales qui ont empoché des rentes colossales sans faire les indispensables travaux sur les canalisations.

En réalité, les conséquences des dérèglements du climat sont toujours payées par les classes populaires, par les plus pauvres en particulier, alors que les plus riches et les grandes entreprises y échappent.

Des hausses de prix sont déjà annoncées, comme pour le lait. Elles s'ajoutent à celles de l'énergie, des carburants, des huiles, des pâtes, etc. En 1976, Giscard avait imposé un impôt sécheresse. Cette fois-ci, le coup de

bambou passera peut-être par des factures plus élevées.

Alors, si les travailleurs ne veulent pas payer le prix de ces dérèglements climatiques, si nous voulons avoir la maîtrise de notre économie, il faut la contrôler et l'organiser en faisant passer les Canadair avant les jets privés et les avions Rafale.

La sécurité des populations doit passer avant les profits privés, la préservation de l'environnement avant les dividendes des actionnaires, l'avenir de la planète avant celui des cours de Bourse.

Nathalie ARTHAUD

Étrangers : privés de droit de vote

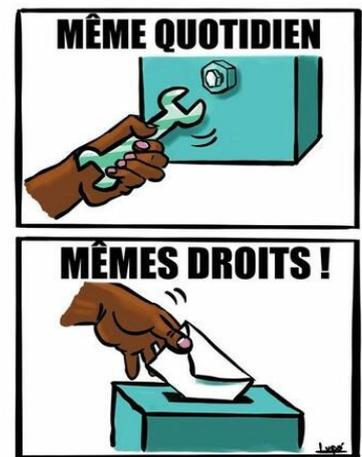
Sacha Houlié, député macroniste, a déposé une proposition de loi pour accorder le droit de vote aux élections municipales, aux étrangers originaires de pays hors de l'Union européenne.

Ce député sait que Macron, qu'il soutient depuis 2015, n'en fera rien. Il a d'ailleurs été immédiatement recadré par le gouvernement, qui est en concurrence avec la droite et l'extrême droite pour le soutien de la fraction la plus réactionnaire de l'électorat.

Quant aux travailleurs immigrés, ils

font pleinement partie de la classe ouvrière de ce pays. Ils vivent et participent à la création de richesses en France. Les politiciens ne voient aucun inconvénient à ce que ceux qui n'ont pas la nationalité française payent des impôts, locaux et nationaux. Alors ce ne serait que justice qu'ils aient aussi le droit de vote à toutes les élections.

Continuer à les en priver est non seulement une injustice, c'est aussi tâcher de réduire une partie de la classe ouvrière au silence.



Ce sont les capitalistes qui suppriment nos emplois, pas les travailleurs étrangers, pas les réfugiés

LIBERTÉ DE CIRCULATION ET D'INSTALLATION!



Près de trois millions de familles commencent à percevoir l'allocation de rentrée scolaire. Elle augmente de 4 %, soit environ 15 euros de plus pour un enfant entrant en sixième, loin derrière l'inflation officielle.

Naufrage en Mer Égée : politique criminelle des grandes puissances

Entre 30 et 50 migrants ont été portés disparus en mer Égée, après le naufrage de l'embarcation de fortune, qui devait les conduire en Italie depuis les côtes turques.

Cette nouvelle catastrophe est une conséquence directe de la politique criminelle des grandes puissances européennes, dont la France, qui financent en Grèce et en Turquie barbelés, prisons et gardes-frontières chargés de refouler tous ceux qui fuient les guerres et la misère.

Pour entrer en Europe, ces derniers sont contraints à prendre tou-

Allocation de rentrée scolaire : loin du compte

Comme tous les travailleurs, les parents des familles populaires ont surtout besoin d'un travail avec un salaire décent indexé sur l'inflation.

jours plus de risques.

À bas les frontières ! Liberté de circulation et d'installation !

Lisez la presse révolutionnaire

